

**Solidarité avec les travailleurs et travailleuses, les jeunes et les retraité-e-s de Grèce !**

A l'Assemblée des délégués du 4 septembre 2010 à Berne

Depuis des mois, les travailleurs et travailleuses, les jeunes et les retraité-e-s de Grèce protestent contre la politique d'austérité et de démantèlement de leur gouvernement. Le pays a connu pas moins de cinq grèves générales depuis le mois de février ; au plus fort de la mobilisation (15 mai 2010), plus d'un million de personnes ont manifesté leur mécontentement dans la rue. Le peuple grec s'insurge contre la mise en place, imposée par l'UE et le FMI, du train de mesures d'austérité le plus important depuis la fin de la dictature militaire. Cette politique est menée par le parti socio-démocrate au pouvoir, le PASOK, qui trahit sa promesse électorale de défendre de l'Etat social en se pliant servilement au dictat du marché. La répercussion injuste des coûts de la crise sur les travailleurs et travailleuses, les jeunes et les retraité-e-s, au mépris des principes de la social-démocratie, doit être condamnée fermement. Un gouvernement socio-démocrate ne doit pas travestir, d'un masque soi-disant social, les coûts d'une crise provoquée par la droite bourgeoise, qui devrait maintenant répondre de ses actes !

Il faut aussi dénoncer le rôle de sbire du capital joué par l'UE et le FMI. Plutôt que de sauver le pays, le plan de « sauvetage » et le « fonds de stabilisation » qu'ils ont concocté sert uniquement à sauver les grandes banques européennes, qui ont massivement spéculé sur les obligations grecques. La population européenne ne paie pas pour le peuple grec, mais renfloue une nouvelle fois les grandes banques et ses managers aux bonus indécents.

Le discours convenu sur la prétendue paresse des Grecs doit être réfuté. En comparaison avec un pays « bon élève » comme l'Allemagne, les Grecs travaillent en moyenne plus longtemps par semaine. Mais, avec un salaire brut moyen d'environ 800 euros, ce sont les travailleurs de la zone euro qui gagnent le moins. Même pendant les années de croissance rapide en Grèce, les salaires réels n'ont pas augmenté. L'argument selon lequel la Grèce aurait vécu « au-dessus de ses moyens » est inacceptable. L'entrée dans l'union monétaire européenne a provoqué la hausse de prix des biens de consommation, si bien qu'ils sont en partie plus élevés qu'en Allemagne, malgré les salaires plus bas de la population. Il n'est dès lors pas étonnant que la Grèce soit devenue un paradis pour la spéculation et le crédit, si les gens sont contraints de s'endetter pour survivre !

La droite bourgeoise cherche à faire de la Grèce un exemple. Si elle parvient à briser la résistance des salarié-e-s et à appliquer son très rigoureux programme d'austérité, il ne fait aucun doute que méthodes similaires seront très certainement imposées à toute l'Europe dans un avenir proche.

**Solidarité inconditionnelle avec les travailleurs et travailleuses, les jeunes et les retraité-e-s de Grèce !**

**Pour un combat commun de tous les partis de gauche et les syndicats, en Grèce comme ici, contre les mesures d'austérité ! Nous ne payerons pas pour votre crise !**

Cette résolution sera transmise aux partis de jeunes et aux syndicats suivants :

Jeunesse socialiste grecque (Νεολαία ΠΑΣΟΚ - Neolaia PASOK)

Coalition de la jeunesse de gauche (Νεολαία ΣΥΝ - Neolaia Synaspismos)

Jeunesse communiste grecque (Κομμουνιστική Νεολαία Ελλάδας - KNE)

GSEE Union syndicale du secteur privé (Γενική Συνομοσπονδία Εργατών Ελλάδος -)

ADEDY Union syndicale des services publics (Ανώτατη Διοίκηση Ενώσεων Δημοσίων Υπαλλήλων -)